

Ecrit par le 25 août 2024

Covid-19 : Les gouvernements ont-ils bien géré la crise ?

Aucun parti politique n'avait prévu dans son agenda la gestion d'une pandémie mondiale et d'une crise sanitaire majeure, ou encore le sauvetage et le redémarrage de l'économie après un arrêt presque complet. Mais ce scénario a dû être affronté par la plupart des gouvernements à travers le monde, avec des résultats cependant très hétérogènes aux yeux de l'opinion publique.

Comme le montre [une étude conduite depuis le mois de mars par YouGov](#) dans 26 pays, les Français expriment une très large défiance à l'encontre de la politique de gestion de crise qui a été menée. En effet, seul le tiers des personnes interrogées estime que le gouvernement français a « bien » ou « relativement bien » géré la crise du coronavirus, soit le taux le plus bas de l'ensemble des pays étudiés. Dans les pays où les gouvernements ont aussi été sous le feu des critiques, l'insatisfaction concerne également plus de la moitié de la population mais si elle n'est toutefois pas aussi élevée que dans l'Hexagone. En Espagne et aux États-Unis, 43 % des personnes interrogées estiment que la gestion de la crise par leur gouvernement a été bonne, et le taux s'élève même à 47 % au Royaume-Uni. En Europe, les gouvernements des pays du nord recueillent globalement les opinions les plus satisfaisantes de la part de leurs citoyens. Mais c'est au Vietnam que la population est la plus satisfaite, avec un score quasi-unanime de 97 %.

Selon Bruno Cautrès, chercheur au Centre national de la recherche scientifique, la confiance des Français à l'encontre du gouvernement (déjà peu élevée avant la crise) a notamment pâti des hésitations et erreurs de communication commises au début de l'épidémie. De manière générale, il est intéressant de noter que les Français entretiennent globalement une forte défiance vis-à-vis des institutions, qu'il s'agisse de l'Union européenne, des médias, ou encore de la santé.

De Tristan Gaudiaut pour [Statista](#)

La haine s'installe sur les réseaux sociaux

Ecrit par le 25 août 2024



Depuis les débuts de la crise liée au Covid-19, le nombre la présence d'utilisateurs sur les réseaux sociaux a considérablement augmenté. Malheureusement, le confinement n'a pas fait taire la haine sur Internet, bien au contraire.

[Statista](#), spécialiste mondial de statistiques et de données de marché, observe une forte recrudescence du nombre de propos haineux et discriminatoires sur les réseaux sociaux. Au premier trimestre de l'année 2020, Facebook a ainsi rapporté que ses modérateurs avaient supprimé 9,6 millions de messages haineux sur sa plateforme, soit un chiffre ayant plus que doublé par rapport à la même période l'année dernière (4,1 millions).

Afin de renforcer la modération des contenus, les députés français s'apprêtent à adopter un projet de loi sur la lutte contre la haine en ligne. De leurs côtés les réseaux sociaux, tels Facebook, pointent du doigt le manque de moyens et d'effectifs pour assainir leurs plateformes. La régulation des contenus en ligne pose également d'autres problèmes, comme celui des conditions de travail très difficiles des modérateurs. Ainsi, Facebook a récemment accepté de verser 52 millions de dollars pour pallier les traumatismes et souffrances psychologiques de plus de 11 000 de ses employés confrontés aux contenus haineux et violents à longueur de journée.

De Tristan Gaudiaut pour [Statista](#)

Salaires : où se situent les infirmières par rapport à la moyenne ?



A l'occasion de la dernière Journée internationale des infirmières, le portail de données [Statista](#) a choisi de revenir sur la rémunération des [personnels soignants](#), un sujet vivement débattu l'année dernière durant le mouvement de grève des urgences publiques. Mais où se situent exactement les infirmiers hospitaliers dans l'échelle des revenus ?

Dans la plupart des [pays de l'OCDE](#), le salaire des infirmiers et des infirmières à l'hôpital est au-dessus du salaire moyen de l'ensemble des travailleurs. Bien entendu, les salaires moyens cachent d'importantes disparités mais ils permettent d'établir des comparaisons. Comme le montre l'infographie, un infirmier hospitalier français perçoit une rémunération inférieure de 6 % au salaire moyen, alors que les soignants espagnols et allemands gagnent respectivement 29 % et 13 % de plus que la moyenne nationale. Au sein de l'OCDE, la France se classe 28^e sur 32 et seuls quatre pays font pires en la matière, parmi lesquels la Suisse (-14 %) et la Lituanie (-26 %).

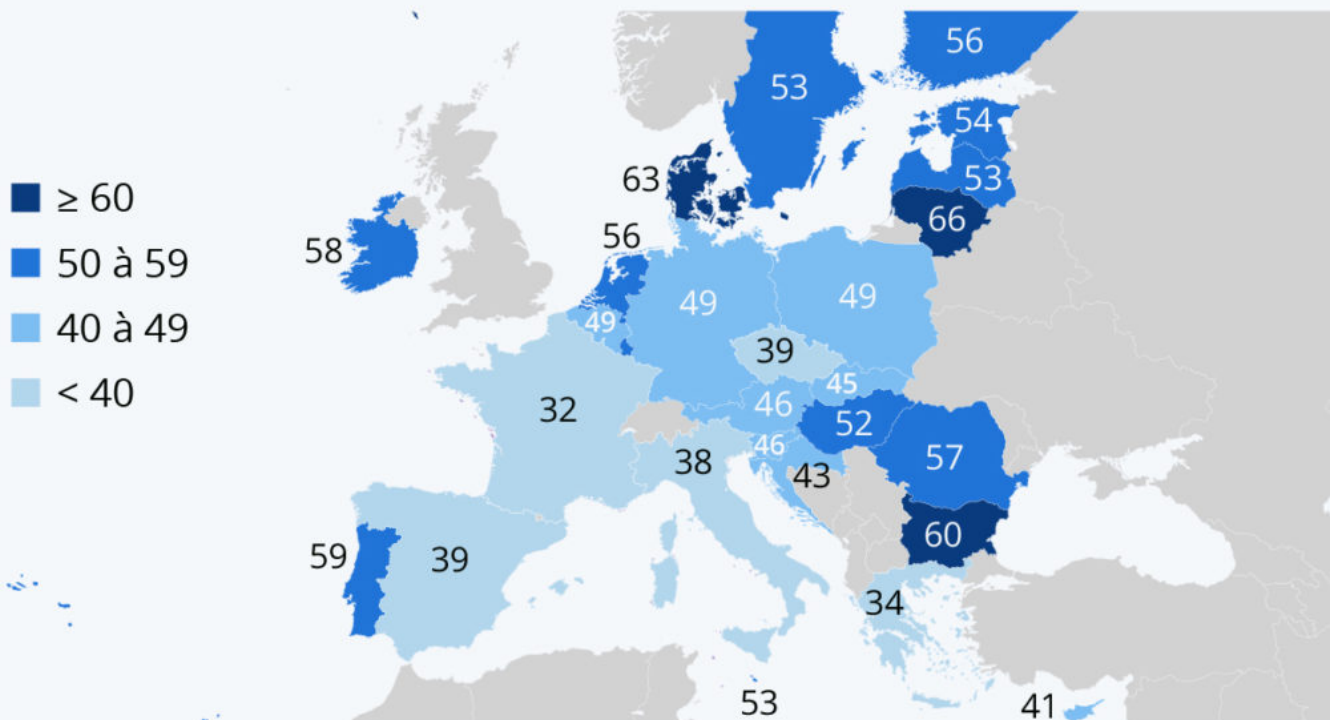
De Tristan Gaudiaut pour Statista

Les Français sont ceux qui croient le moins dans l'Union européenne

Ecrit par le 25 août 2024

La confiance dans l'Union européenne

Part des répondants qui affirme avoir confiance dans l'Union européenne, en % *



* "Qui tend à faire confiance". Enquête réalisée à l'automne 2019. Pays de l'UE à 27.
Source : Commission européenne



statista

Samedi dernier, 9 mai, marquait le 70^e anniversaire de la déclaration Schuman, considérée comme le texte fondateur de [la construction européenne](#). Alors que la crise du coronavirus agit comme un 'stress test' pour les états membres et que les questions sur la coopération au sein de l'UE (Union européenne) sont plus que jamais d'actualité, le portail de données [Statista](#) revient sur la confiance que les Européens accordent à cette institution.

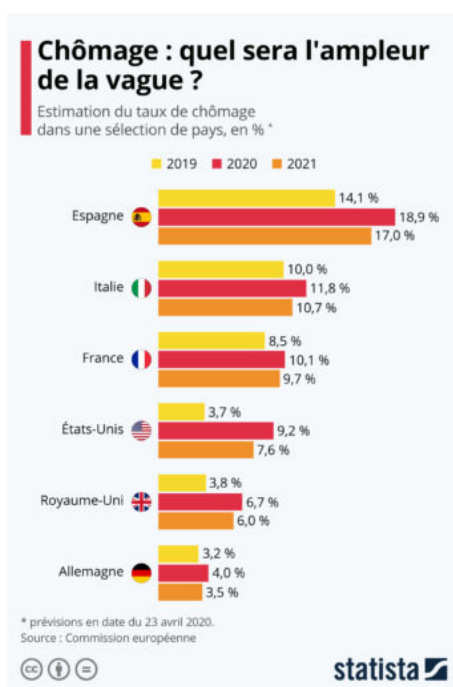
Ecrit par le 25 août 2024

Selon [le dernier baromètre de la Commission européenne](#), réalisé à la fin de l'année 2019, les Français sont les citoyens européens les plus sceptiques envers l'UE. En effet, seuls 32 % déclarent qu'ils tendent à avoir confiance dans les actions de l'institution, soit la plus faible proportion après les Britanniques (29 %), qui ont quitté officiellement l'UE en février dernier.

Comme le montre l'infographie ci-jointe, les niveaux de confiance les plus élevés, c'est à dire plus de 55 % de la population, sont observés à la frontière orientale de l'UE (Lituanie, Bulgarie, Roumanie...), dans les pays scandinaves ainsi qu'au Portugal et en Irlande. A l'inverse, les citoyens des pays du pourtour méditerranéen sont de loin les plus sceptiques : moins de 40 % des Grecs, Italiens et Espagnols affirment faire confiance à l'UE.

De Tristan Gaudiaut pour le portail de données [Statista](#)

Chômage : quel sera l'ampleur de la vague?



Bien qu'il reste difficile de déterminer avec exactitude toute l'ampleur que prendra la crise économique découlant de la pandémie de coronavirus, les premiers indicateurs qui nous parviennent font état d'un choc brutal durant les mois de mars et d'avril. Le Pib (Produit intérieur brut) français a ainsi plongé de

Ecrit par le 25 août 2024

5,8 % au premier trimestre 2020 selon les dernières estimations de l'Insee (Institut national de la statistique et des études économiques), alors que le chômage a augmenté de 7 % en mars, du jamais vu depuis le début des séries statistiques en 1996. Une hausse spectaculaire qui traduit à la fois une hausse des inscriptions à Pole Emploi, mais aussi le fait que beaucoup moins de personnes puissent trouver un travail en cette période.

Selon les dernières prévisions de la Commission européenne, le taux de chômage, qui s'élevait à 8,5 % en France l'année dernière, pourrait à nouveau passer la barre des 10 % cette année. Un retrait du chômage à 9,7 % est ensuite prévu pour l'année 2021. Mais, comme le montre l'infographie ci-contre, la vague de chômage attendue dans d'autres pays pourrait être de plus grande ampleur, en particulier en Espagne et aux Etats-Unis, des pays qui n'ont pas mis en place de dispositif de chômage partiel financé par l'Etat. Ainsi, selon ces mêmes prévisions, le taux de chômage pourrait faire un bond d'environ cinq points de pourcentage en 2020 dans ces deux pays.

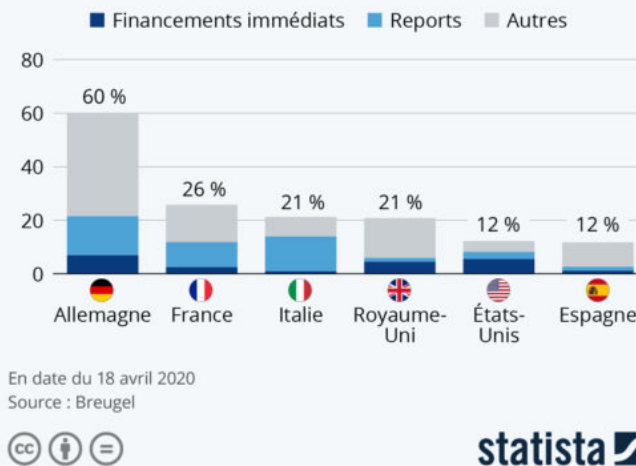
De Tristan Gaudiaut pour le portail de données Statista

Plans de sauvetage : une comparaison internationale

Ecrit par le 25 août 2024

Plans de sauvetage : une comparaison internationale

Aides économiques déployées par les États en réponse à la crise du coronavirus, exprimées en % de leur PIB en 2019



Selon le [recensement](#) établi par le centre de réflexion économique Bruegel, le total des aides financières déployées par l'État français en réponse à la [crise du coronavirus](#) s'élève actuellement à plus de 622 milliards d'euros, soit un peu plus du quart du PIB national l'année dernière.

Le rapport révèle que la France aurait mobilisé un niveau relativement élevé de fonds rapporté à la taille de son économie en comparaison à d'autres pays. Les plans de sauvetage italiens et britanniques représentent par exemple 21% du PIB des pays respectifs et le ratio est de 12% aux États-Unis et en Espagne. Mais c'est l'Allemagne, avec plan estimé à plus de 2000 milliards d'euros, soit 60% de son PIB, qui a pour le moment investi le plus massivement - rompant au passage avec son principe du '[frein à l'endettement](#)', qui lui interdit habituellement tout recours au déficit budgétaire.

Selon le détail publié par Bruegel en date du 18 avril, le plan français comprend près de 57 milliards d'euros d'aides directes (système de santé, chômage partiel, fonds de solidarité TPE, etc.), 288 milliards de reports en tout genre (charges, remboursements de prêts, etc.) et environ 338 milliards correspondant en grande partie aux [garanties de prêts bancaires](#). Comme le montre notre infographie, la répartition des fonds accordés varie selon les États. Les financements immédiats sont par exemple les plus élevés en Allemagne, aux États-Unis et au Royaume-Uni, où ils représentent environ de 5% à 7% du produit intérieur brut - contre un peu plus de 2% du PIB en France et autour de 1% en Italie et en Espagne.

De [Tristan Gaudiaut](#), pour le portail de données [Statista](#)

Ecrit par le 25 août 2024

Où les capacités en réanimation restent tendues

Pour le portail de données [Statista](#), le déconfinement des Français, mis en œuvre à partir du 11 mai, se fera de manière progressive et différenciée selon la situation épidémiologique à l'échelle départementale. Les autorités de santé vont publier quotidiennement une carte qui classera les départements en 'vert' (pour un déconfinement classique) et en 'rouge', où la fin du confinement prendra une forme plus stricte. La différenciation sera basée sur l'analyse de trois critères : l'évolution du nombre de cas sur une semaine, la capacité de dépistage des départements et le taux d'occupation des services de réanimation.

Comme le montre cette carte, reprenant les données de Santé publique France compilées par Esri, les hôpitaux de plusieurs départements ont encore un taux d'occupation de leurs services de réanimation qui dépasse 100 %. Ces statistiques sont réalisées à partir du nombre de lits disponibles avant la crise sanitaire et, bien que la capacité ait été augmentée depuis, permettent de se faire une idée des départements qui restent sous tension. Le taux d'utilisation des lits de réanimation dépasse notamment 150 % dans toute l'Île-de-France ainsi que d'autres départements où la capacité en réanimation est faible et situés dans les régions Grand Est et Auvergne-Rhône-Alpes (les plus touchées).

De Tristan Gaudiaut pour [Statista](#)